

# LE KIRCHNÉRISME : POPULISME DE HAUTE INTENSITÉ ET PÉRONISME DE CLASSE MOYENNE

MARISTELLA SVAMPA \*



## Les étapes du kirchnérisme comme populisme

**L**e kirchnérisme comme phénomène politique est né dans une époque de changements : au niveau local, entre 2001 et 2002, l'Argentine a vécu l'effondrement du modèle de parité monétaire<sup>1</sup>, qui a été suivi par une vague d'intenses mobilisations sociales ; au niveau régional, dans le contexte d'un questionnement du néolibéralisme, par les mouvements sociaux, qui commencent à porter au pouvoir les premiers gouvernements progressistes<sup>2</sup> et enfin, au niveau international, le kirchnérisme se situe non seulement dans le cadre d'un nouveau cycle économique mondial caractérisé par le boom du prix des matières premières mais illustre également le passage de la fin du consensus de Washington, centré sur la valorisation financière,

---

\* CHERCHEUSE AU CONICET, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ NATIONALE DE LA PLATA, ARGENTINE < [www.maristellasvampa.net](http://www.maristellasvampa.net) >.

<sup>1</sup> Le modèle de parité monétaire se réfère au régime de change, instauré au moment de la présidence de Carlos Menem (1989-1999), de parité entre le peso et le dollar, dont la rigidité fut une des causes de la crise économique-financière, face à l'impossibilité de la dévaluation du peso.

<sup>2</sup> Sous la dénomination générique de progressisme, différents courants idéologiques convergent et défendent une société plus égalitaire, de la social-démocratie au populisme, et proposent une vision réformatrice et/ou possibiliste du changement social.

à celui du consensus des *commodities*, basé sur l'exportation à grande échelle des matières premières<sup>3</sup>. Dès le début, la tension et la combinaison entre continuités et ruptures, les doubles discours et les ambivalences constituent une caractéristique majeure du kirchnérisme.

Durant les douze années de gouvernement, il est possible de distinguer trois phases du kirchnérisme, qui marquent la transformation populiste du régime : une première période, le moment fondateur avec l'ascension de Néstor Kirchner (2003-2007), phase que nous pourrions caractériser comme celle de la *revalorisation du progressisme* ; une deuxième période entre 2007 et 2011, qui illustre l'actualisation d'un populisme de haute intensité et une dernière période qui, entre 2011 et 2015, rend compte de l'approfondissement du populisme de haute intensité, même si le premier rôle est joué de plus en plus par les classes moyennes.

### **Premier moment : le progressisme comme politique et la récupération économique**

84

Une des caractéristiques de ce moment initial fut la configuration d'un discours progressiste « depuis en haut », facilité par l'émergence d'un espace progressiste au niveau régional, et la revalorisation du rôle de l'État. Dans cet objectif, les premiers gestes de Néstor Kirchner contribuèrent à reconfigurer le champ politique depuis la sphère institutionnelle : celui-ci introduit des changements positifs à la Cour suprême de justice, défend les droits de l'homme comme politique d'État par rapport aux crimes commis par les militaires durant la dernière dictature (1976-1983), revendique une certaine autonomie de la politique par rapport à l'économie, dans le contexte du défaut de paiement de l'État et, enfin, choisit l'option d'une politique économique hétérodoxe. Ces points interpellèrent un ensemble d'organisations sociales, parmi lesquelles différents organismes de défense des droits de l'homme, dont les mères et grands-mères de la place de Mai et HIJOS (composé d'enfants de disparus), qui avaient été durement frappés par les successives

---

<sup>3</sup> Nous avons abordé ce thème dans Maristella Svampa, « “Consenso de los Commodities” y lenguajes de valoración en América Latina », *Revista Nueva Sociedad*, n° 244, avril 2013, disponible sur : < [http://www.nuso.org/upload/articulos/3926\\_1.pdf](http://www.nuso.org/upload/articulos/3926_1.pdf) >.

lois instaurant l'impunité (dictées durant les gouvernements de Raul Alfonsín et Carlos Menem)<sup>4</sup>, et de nombreuses associations de chômeurs, ancrées dans la tradition populiste/péroniste, mais extérieures, jusqu'à ce moment au Parti justicialiste.

Il y eut également des changements importants dans les conditions économiques internes, puis de la dévaluation de la monnaie et de la sortie de la convertibilité avec le dollar. Avec la réactivation économique et industrielle, on constate alors une baisse du chômage et une première modification des frontières du conflit social. Le contexte de croissance économique, sans redistribution et avec une forte augmentation de la précarité, marqua un retour de la conflictualité syndicale, de la part de la traditionnelle Confédération générale du travail (CGT), après une décennie de démobilisation et une réorientation vers un syndicalisme de type entrepreneurial. Dans cette situation, Néstor Kirchner cherche le soutien stratégique des secteurs syndicaux, lequel fut possible grâce à l'unification de la CGT, en 2004, sous la direction d'Hugo Moyano, leader du syndicat des camionneurs, provenant d'une critique de certains aspects du néolibéralisme, où cohabitent les appels à la tradition populiste avec un syndicalisme de type pro-patronal.

Le processus de réindustrialisation fut favorisé par le schéma macro-économique de « taux de change élevé et compétitif » – soutenu par les interventions de la Banque centrale. Même s'il fut important, il ne réussit pas à revenir aux niveaux précédant les années de désindustrialisation néolibérale<sup>5</sup>. Enfin, la « voie industrielle » doit être relativisée, dans la mesure où la croissance de l'économie argentine apparaît liée à l'exportation de matières premières (principalement, le soja et ses dérivés, favorisés par leurs cours internationaux élevés). Comme les autres pays latino-américains, ces quinze dernières années, l'Argentine est entrée dans le consensus des *commodities*, caractérisé par l'intensification de la demande externe de matières premières, laquelle s'inscrit dans une configuration de type néodéveloppementiste extractiviste, dans l'ensemble de la région, basé sur l'appropriation et la surexploitation de ressources

<sup>4</sup> En 2003, le Congrès de la nation annule les « lois du pardon » qui garantissaient l'immunité à de nombreux accusés des crimes de lèse-humanité durant le dernier régime militaire (1976-1983).

<sup>5</sup> Daniel Azpiazu, Martín Schorr, *Hecho en Argentina. Industria y Economía, 1976-2007*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2010.

naturelles non renouvelables. Ce consensus extractiviste dépasse les caractéristiques idéologiques spécifiques à chaque gouvernement. Il existe aussi bien avec les gouvernement progressistes qu'avec leurs homologues néolibéraux et conservateurs.

Enfin, il faut signaler que, dans le processus de construction du pouvoir politique, Néstor Kirchner fut loin de réaliser une ouverture vers la démocratisation interne<sup>6</sup>. Au contraire, alors qu'il pouvait encore aspirer à une réélection présidentielle et que de fait, les conditions politiques pour obtenir un second mandat étaient réunies, il nomma son épouse comme candidate à sa succession présidentielle, Cristina Fernández, une femme politique avec une longue trajectoire parlementaire, malgré son absence de base sociale, qui sera chargée du gouvernement à partir de décembre 2007.

### ***Deuxième moment : discours binaires et populisme de haute intensité***

86

Dès le début, la période de Cristina Fernández de Kirchner fut agitée. À peine investie, elle dut non seulement s'affirmer comme dirigeante face à l'omniprésence de son époux et ex-président, mais également affronter, entre mars et juillet 2008, un profond conflit avec les producteurs agricoles. Celui-ci avait pour origine une augmentation des retenues sur les expropriations agricoles<sup>7</sup>, qui passe de 35 % à 44 %. De manière inédite, le front agraire anti-gouvernement sut regrouper aussi bien les grandes organisations (parmi elles, la traditionnelle Société rurale argentine, qui rassemble les grands propriétaires), que les représentants des petits et moyens producteurs (Fédération agraire argentine), qui réussirent à mener à bien une série de blocages de routes (grèves agricoles et *lock-out*), qui laissèrent le pays au bord de la pénurie durant cent jours.

---

<sup>6</sup> En 2003, le péronisme présenta trois candidats à la présidence. En 2005, après un congrès du parti agité, le Parti justicialiste fut mis sous contrôle. Néstor Kirchner comme Cristina Fernández se présentèrent comme candidats avec le Front pour la victoire, dont la composition partisane est variable selon les régions, regroupant des partis du centre et du centre gauche. À partir de 2007, Kirchner achève la timide expérience de transversalité, inaugurée par le Front pour la victoire, renforçant ainsi le système traditionnel de partis.

<sup>7</sup> Les rétentions (impôts) sur les exportations agraires existaient depuis l'époque de Juan Domingo Perón, le fondateur du justicialisme, mais avaient été supprimées par le néolibéral Carlos Menem (1989-1999) et restaurées durant la crise de 2002, par le président provisoire Eduardo Duhalde.

Le conflit fut un moment de clivage fondateur. La lutte pour l'extraordinaire rente fut la pierre de touche pour actualiser totalement l'héritage populiste. D'une part, la dynamique virulente acquise par le conflit économique fit que celui-ci prit de claires dimensions politiques : autant la réponse inflexible du gouvernement que la rapide réaction de secteurs de la classe moyenne buenos-airienne, qui sortirent dans la rue en soutien aux secteurs agricoles, questionnant le style autoritaire du gouvernement, servirent pour réactualiser les vieux schémas de caractère binaire, qui traversent l'histoire argentine et sont fortement ancrés dans la tradition populiste : civilisation ou barbarie ; péronisme ou antipéronisme ; peuple et antipeuple. D'autre part, le conflit met en relief l'importance des transformations agricoles opérées et le développement du modèle d'agrobusiness dans la structure économique du pays. Les différents acteurs du nouveau modèle agraire sont entrés dans le champ politique, révélant leur trame complexe et les risques majeurs (la tendance à la monoculture de soja). Ils ont octroyé une visibilité à quelques-uns de leurs associés « mineurs » (les petits producteurs qui soutenaient les blocages de routes), au moment où ces polémiques mettaient partiellement sous les projecteurs la situation des exclus de ce modèle d'agrobusiness : les communautés paysannes et indigènes, victimes de déplacement et de dépossession de leurs terres à cause des déboisements et des plantations de cultures transgéniques, particulièrement dans le Nord argentin.

Enfin, le projet de l'exécutif fut rejeté par le Sénat national, grâce au vote décisif du vice-président élu, favorable aux secteurs agraires. Comme conséquence, le gouvernement perd les élections législatives en 2009, même s'il reprend rapidement l'initiative. Le schéma populiste s'est renforcé avec deux nouveaux événements : d'une part, un nouveau conflit, généré par le projet de loi sur les médias, avec laquelle le gouvernement affronta directement le groupe multimédias Clarín (qui, jusqu'à la confrontation avec les secteurs agraires, avait été bénéficiaire des politiques gouvernementales). Les débats sur la nouvelle loi audiovisuelle suscitérent aussi l'engagement de nombreux journalistes et secteurs éducatifs et culturels, qui jusqu'à ce moment avaient maintenus une relation de soutien tacite au kirchnérisme. D'autre part, la mort soudaine de Néstor Kirchner en octobre 2010 a fini d'ouvrir complètement les vannes à un populisme de haute intensité, dans sa classique version étatiste. Cela a mené à consolider un discours populiste binaire et les

allusions au passé péroniste, comme « grand récit » fondateur du kirchnérisme, synthétisé dans l'opposition entre un bloc populaire (le kirchnérisme comme péronisme, et son identification avec le « peuple ») et les secteurs de pouvoir concentrés (« monopoles, corporations, antipéronistes »). Les schémas dichotomiques, qui commencèrent en étant des principes réducteurs de la complexité dans un moment de conflit, terminèrent par fonctionner comme une structure d'intelligibilité de la réalité politique. Dans ce cadre refondateur, le kirchnérisme a élargi l'arc de ses alliances, à partir de l'incorporation explicite de la jeunesse, qui avait eu une présence notoire aux obsèques de Kirchner. Des groupes comme « La Cámpora » (fondée par Máximo, fils aîné des Kirchner) et d'autres similaires commencèrent à se multiplier dans tout le pays, par une double militance, autant dans les hauts postes de l'appareil d'État que depuis les bases, marquées par un activisme virtuel, depuis les blogs, Twitter et les réseaux sociaux.

88

### ***Troisième moment : concentration de pouvoir et populisme de classe moyenne***

Une troisième étape s'est ouverte avec le second mandat de Cristina Fernández, qui en octobre 2011 s'est imposée avec 54 % des voix et a récupéré la majorité parlementaire au Congrès, perdue en 2009 après le conflit avec les secteurs agraires. Cette écrasante majorité contribua à consolider le processus de concentration du pouvoir par la présidente et renforça son vertigineux rétrécissement autour des secteurs des classes moyennes. Rapidement, après la mort de son époux, Cristina Fernández de Kirchner rompit l'alliance avec le syndicaliste leader de la CGT, Hugo Moyano, abandonnant ainsi la voie du populisme classique (avec le mouvement syndical comme colonne vertébrale) pour se concentrer sur ses alliés provenant des classes moyennes (secteurs de jeunesse et culturels). Ainsi, la base de soutien syndical au kirchnérisme resta réduite à un secteur de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) liés aux secteurs moyens (enseignants et employés publics) et culturels (artistes, secteurs intellectuels et académiques).

Ce rétrécissement coïncide également avec un nouvel échec du gouvernement avec d'autres secteurs des classes moyennes, avec lesquels il paraissait s'être réconcilié, selon les résultats électoraux de 2011. Entre 2012 et 2013, des secteurs de classe moyenne urbaine

jouèrent le rôle principal dans de massives mobilisations sociales, dans lesquelles se mélangeaient différentes revendications : le rejet de la possibilité d'une réforme constitutionnelle qui permettrait un troisième mandat de la présidente, des dénonciations de corruption, les restrictions de change... Les manifestations montrèrent qu'un des principaux foyers de polarisation était la lutte interclassiste : si le kirchnérisme s'arrogeait le monopole du progressisme et la représentation des classes subalternes, au nom d'« un modèle d'inclusion sociale », l'opposition et d'autres secteurs de classe moyenne mobilisés critiquaient l'autoritarisme croissant du régime et s'arrogeaient le monopole du républicanisme. Il faut prendre en compte qu'en 2011, à peine investie pour un second mandat, face à la fuite de devises et la chute des réserves de la Banque centrale, Cristina Fernández annonça une série de mesures restrictives par rapport à l'achat de devises étrangères (*cepo cambiario*) qui générèrent des inconvénients dans l'importation et une profonde insatisfaction des secteurs de classe moyenne, accoutumés à dollariser leur épargne. Finalement, même si l'officialisme conserva la moitié des provinces, les élections législatives de 2013 furent défavorables au gouvernement et enterrèrent toute tentative de réélection.

89

Enfin, fidèle à la tradition personaliste de la politique latino-américaine, le fort isolement du pouvoir exécutif fut reconfiguré dans un modèle extrême de présidentialisme, peu concerné par le débat démocratique et la tolérance de la dissidence. Dans ce contexte de rétrécissement de ses alliances sociales, le kirchnérisme finit par se convertir en un populisme de classes moyennes qui prétendait monopoliser le langage du progressisme au nom des classes populaires, voie par laquelle il cherchait aussi à disqualifier d'autres secteurs des classes moyennes d'opposition.

En conséquence, l'Argentine s'est retrouvée dans un processus de polarisation politique, même s'il était différent de celui d'autres pays latino-américains. Primo, parce qu'au-delà du progressisme, le modèle kirchnériste s'en remettait aux sources du péronisme<sup>8</sup>, un héritage populiste basé sur le modèle classique de contrôle des acteurs sociaux et politiques, sous la tutelle du *leader*. Secondo, parce que le kirchnérisme n'a jamais eu la volonté d'impulser des dynamiques de démocratisation, comme celles développées par les gouvernements

<sup>8</sup> La tradition populiste remonte, dans le cas argentin, au Mouvement justicialiste, fondé par Juan Domingo Perón en 1946.

de Bolivie, du Venezuela et d'Équateur, qui déclenchèrent des processus constituants de caractère participatif, lesquels ont mené, au moins durant les premiers mandats, à un élargissement des frontières des droits. Tertio, à la différence des gouvernements du Venezuela et de Bolivie, qui peuvent être considérés comme des populismes de classes populaires qui, au-delà de leurs limites, visèrent la redistribution du pouvoir social et l'*empowerment* des secteurs subalternes, en Argentine, le plus remarquable était la vocation de certains secteurs des classes moyennes, leur *empowerment* politique, dans un cadre de consolidation généralisée des grands acteurs économiques. Cela ne signifiait pas cependant que les classes populaires étaient absentes : assistées, précarisées, les classes populaires alliées au kirchnérisme étaient chaque fois davantage la cinquième roue du carrosse d'un modèle dont la clé de voûte était les classes moyennes auto-dénommées « progressistes ».

## Populismes, crise économique et dynamique de dépossession

90

La lecture que je propose sur les populismes s'insère dans un registre critico-compréhensif et implique une analyse des processus, les gouvernements ne devenant pas populistes du jour au lendemain. Je définis le populisme comme un phénomène politique complexe et contradictoire qui présente une tension constitutive entre des éléments démocratiques et non démocratiques<sup>9</sup>. Ainsi, comme cela a été signalé de manière récurrente, le populisme comprend la politique en termes de polarisation et de schémas binaires, lequel a de nombreuses conséquences : d'une part, cela implique la constitution d'un espace dichotomique, à travers la division en deux blocs antagoniques ; d'autre part, le réaligement binaire du champ politique implique la sélection et la hiérarchisation d'antagonismes déterminés au détriment d'autres. Le revers de la médaille est, en conséquence, l'occultation ou l'obturation d'autres conflits, dont l'importance tend à être niée ou minimisée et/ou validée, puis, en grande mesure expulsés de l'agenda politique. Dans

---

<sup>9</sup> Danilo Martuccelli y Maristella Svampa, *La plaza vacía. Las transformaciones del Peronismo*, Buenos Aires, Losada, 1997. Nous avons repris ce thème dans Maristella Svampa, *Debates Latinoamericanos. Indianismo, desarrollo, dependencia y populismo*, Buenos Aires, Edhasa, 2016.



le cas argentin, la réactivation de la matrice populiste fut d'abord timide et graduelle, jusqu'à devenir plus ferme et accélérée, à partir de 2009, dans la dynamique de construction hégémonique. Enfin, la tension constitutive propre des populismes fait que, tôt ou tard, une question lancinante surgit ; en réalité, la question fondamentale de la politique : quel type d'hégémonie est en train de se construire, dans cette tension dangereuse et inéluctable entre le démocratique et le non-démocratique, entre une conception plurielle et une autre organique de la démocratie ; entre l'inclusion des revendications et l'effacement des différences ?

En somme, les gouvernements de Néstor et Cristina Fernández de Kirchner habilitèrent le retour d'un usage du concept du populisme au sens fort, c'est-à-dire un populisme de haute intensité, à partir de la revendication de l'État comme constructeur de la nation, après le passage du néolibéralisme ; de l'exercice de la politique comme contradiction permanente entre deux pôles antagoniques (le nouveau bloc populaire contre les secteurs de l'oligarchie régionale ou les médias de communication dominants) ; et, enfin, de la centralité de la figure de la dirigeante ou du dirigeant. Le processus de polarisation mena à une réactualisation de la matrice populiste, qui dans la dynamique discursive s'est réaffirmée à travers l'opposition et, dans le même temps, l'absorption et le rejet d'éléments propres à d'autres matrices contestataires qui avaient eu un rôle important au début du changement d'époque (2001-2002). Ainsi, entre 2004 et 2011, le succès économique du gouvernement s'est vu couronné par l'élargissement ultérieur du système d'alliances (non seulement au syndicalisme traditionnel mais aussi au milieu de la culture et de l'éducation, et à la nouvelle militance politique de la jeunesse), qui inclut d'énormes bases provenant des classes moyennes urbaines. Mais, à partir de 2011, cette alliance de classes s'est réduite de manière accélérée, jusqu'à rester simplement affirmée sur un secteur des classes moyennes, sous la direction ferme de Cristina Fernández de Kirchner<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Nous soulignons que, pour la première fois dans l'histoire argentine, le justicialisme (dans sa version kirchnériste) a gouverné douze années consécutives, chose que même Juan Domingo Perón n'avait pas pu réaliser, quand il fut au pouvoir entre 1946 et 1955, quand il fut renversé par un coup d'État militaire. On pouvait encore moins espérer une telle continuité dans les années 1970, quand l'instabilité institutionnelle et la violence politique étaient partie prenante du climat de l'époque (le péronisme

Du point de vue de la gestion, le kirchnérisme a mené une politique ambivalente, une sorte de progressisme sélectif. D'une part, il y eut des mesures qui impliquèrent un élargissement de la frontière des droits sociaux. Ainsi, par exemple, à partir de 2006, l'élargissement de la couverture retraite a permis à quelques 2,5 millions de personnes âgées de recevoir une pension sans avoir cotisé. En 2009, l'Allocation universelle par enfant a été adoptée, une mesure promue depuis des années par les partis et les organisations sociales progressistes d'opposition, dont l'impact sur les secteurs les plus exclus fut important, même si sa portée fut loin d'être universelle. D'autre part, au moins jusqu'en 2007, il y eut une forte création d'emplois (quelque cinq millions de postes de travail, après la crise de 2001-2002), fait qui a impliqué une récupération de l'industrie mais n'a pas mené à des changements substantiels, « la même structure industrielle dépendante et vulnérable du passé est restée installée »<sup>11</sup>. La croissance de l'économie et l'augmentation de l'emploi et du salaire contribuèrent à une baisse substantielle de la pauvreté, par rapport à 2001-2002, où il est arrivé à 52 %. En 2007, selon l'INDEC, elle s'est réduite à 20,6 % de la population tandis que l'indigence était de 5,9 %. Ainsi, en réponse aux mobilisations sociales durant la crise, le gouvernement maintint une politique de prix des services publics bas par rapport aux services de base, à travers des subventions de plusieurs millions aux entreprises (train, métro, bus, gaz, électricité), qui avec le temps s'est répercutée sur le déficit fiscal, qui marque les quatre dernières années de gouvernement.

En terme de droits humains, durant l'ère kirchnériste, l'État a promu le jugement des militaires accusés des crimes de lèse-humanité. Selon un rapport du Centre d'études légales et sociales (CELS), 2 489 personnes des différentes forces de sécurité et 343 civils furent au total accusés de crimes de lèse-humanité. Fin 2015, 616 avaient déjà été condamnés<sup>12</sup>. Pour sa part, l'Organisation des grands-mères de la place de Mai a réussi à retrouver 119 enfants de disparus, qui furent remis en contact avec leur famille d'origine.

92

---

a alors gouverné entre 1973 et 1976). Carlos Menem, pour sa part, a réalisé le tournant néolibéral et gouverna durant dix ans (1989-1999).

<sup>11</sup> Claudio Katz, « La economía desde la izquierda », *ANRED*, 2013, disponible sur : < <http://www.anred.org/spip.php?article7099> >.

<sup>12</sup> Nous reprenons les données du Centre d'études légales et sociales (CELS), voir : < <http://www.cels.org.ar/blogs/estadisticas/> >.

En 2010, la loi sur le mariage égalitaire a été approuvée, permettant à l'Argentine de devenir le premier pays latino-américain à autoriser le mariage entre des personnes de même sexe ; et en 2012, la loi d'identité de genre permet aux travestis, transsexuels et transgenres d'avoir des papiers d'identité avec le nom et le sexe de leur choix. En 2013, une loi est promulguée pour régulariser la situation de plus d'un million d'employés domestiques, dont la majorité d'entre elles travaillaient de manière informelle.

En outre, cette politique d'inclusion avait sa part sombre dans la dynamique de dépossession menée par des politiques publiques liées au modèle productif, soutenues et promues depuis l'État, soit dans l'agrobusiness, les mégamines à ciel ouvert ou les hydrocarbures. Ainsi, par rapport à l'agrobusiness, le gouvernement a développé ouvertement la « sojisation » du modèle productif (sur 33 millions d'hectares cultivables, 20 millions sont occupés par la culture du soja). Il a lancé, dans ce but, le Plan stratégique agroalimentaire 2010-2020, qui prévoyait une augmentation de 60 % de la production de grains, augmentant de cette manière les impacts en termes de déforestation et d'extension du front pionnier. Entre autres questions, la sojisation accentuerait le processus de concentration et d'accaparement des terres, lequel affecte les populations paysannes et indigènes, qui souffrent de manière persistante des effets de la criminalisation et de la persécution, ainsi que du déplacement vers les villes. Nous pouvons ajouter à cela les impacts sociosanitaires causés par l'usage massif de glyphosate (le pesticide de Monsanto qui accompagne la semence de soja transgénique), lesquels sont visibles au travers de maladies, malformations d'enfants, avortements spontanés de femmes ; des données qui ont commencé à être relevées par les réseaux de médecins populaires et les organisations indépendantes du gouvernement<sup>13</sup>. Enfin, de nouveaux conflits sociaux surgissent aussi face à l'agrobusiness, contre les conventions signées par le gouvernement pour l'installation d'usines de la multinationale Monsanto.

Les mégamines à ciel ouvert furent un autre point sur lequel le discours progressiste a fait naufrage, plus particulièrement si nous prenons en compte qu'en Argentine, ce type d'activités extractives a généré de nombreuses résistances sociales depuis 2003. Ainsi, en

---

<sup>13</sup> Nous avons abordé le thème dans Maristella Svampa et Enrique Viale, *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Editorial Katz, 2014.

alliance avec des acteurs institutionnels, les assemblées citoyennes contre les mégamines parvinrent à la promulgation de lois interdisant ce type d'activités dans sept provinces argentines. Cependant, le kirchnérisme réussit à contenir à la marge ces protestations, contenues dans les provinces. Mais en janvier 2012, ce silence s'est rompu, face à la visibilité obtenue par le village de Famatina, une petite localité de la province de La Rioja, qui a expulsé plusieurs compagnies minières (parmi elles, la Barrick Gold). Finalement, à l'heure d'aborder la question, la présidente a clairement exprimé que les mégamines étaient un point fondamental et stratégique du modèle de gouvernement. Malgré cela, l'effet de la polémique de Famatina a eu un effet politique et symbolique majeur, notamment en mettant à nu l'alliance entre le gouvernement national et les grandes corporations minières.

Par rapport aux hydrocarbures, la situation fut même plus problématique. Dans un contexte de restriction interne et externe, en 2010, l'entreprise Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF), alors dans les mains du groupe espagnol Repsol, annonça la découverte d'hydrocarbures non conventionnels dans la formation géologique Vaca Muerta, située dans la région de la Patagonie. En 2012, le gouvernement réalise l'expropriation partielle (51 % des actions) de YPF, qui revient ainsi dans les mains de l'État argentin<sup>14</sup>, et commence un ensemble de transformations institutionnelles et politiques, projetant parmi ses principaux objectifs, l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels comme une manière d'impulser l'ensemble de la production nationale<sup>15</sup>. Même si la renationalisation a été évoquée de manière grandiloquente, le gouvernement a annoncé en juillet 2013 un accord avec la firme états-unienne Chevron (laquelle fut condamnée pour de graves délits environnementaux et de violation des droits indigènes en Équateur, quand elle se dénommait Texaco), lui octroyant de grandes exemptions et des bénéfices dans l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels (gaz et huile de schiste) dans le bassin de Neuquen.

94

<sup>14</sup> Celle-ci avait été privatisée dans les années 1990, durant le gouvernement de Carlos Menem, et comptait alors sur le soutien de Néstor Kirchner, qui était gouverneur de Santa Cruz, une province pétrolière. La réforme incluait le transfert de la propriété des ressources de l'État national aux provinces, transfert qui s'étend aux minéraux.

<sup>15</sup> Bertinat Pablo, Eduardo d'Elia, Roberto Ochandio, Observatorio Petrolero Sur, Maristella Svampa et Enrique Viale, *20 mitos y realidades del fracking*, Buenos Aires, Editorial EL Colectivo, 2014.

Ces accords furent secrets et, malgré les réclamations juridiques et les mobilisations sociales, le gouvernement a refusé de les publier. Ainsi, il y eut de nombreux questionnements sur les progrès du *fracking*, une technique d'extraction extrêmement controversée liée aux hydrocarbures non conventionnels, qui aujourd'hui suscite le rejet dans plusieurs parties du monde. Malgré cela, le gouvernement a avancé dans le *fracking* de manière aveugle et imprudente, comme cela était arrivé avec le soja transgénique et les mégamines à grande échelle, combinant ainsi de nouveaux conflits territoriaux et socio-environnementaux. Enfin, dans un contexte de baisse des cours internationaux des hydrocarbures, un autre aspect remarquable fut la subvention de l'État aux compagnies pétrolières afin de maintenir l'emploi dans le secteur<sup>16</sup>. Au même moment, la chute du prix du brut entraîne la paralysie de nombreux projets à Vaca Muerta, laquelle avait été présentée comme le nouvel El Dorado.

Dans un autre registre, l'accaparement croissant des terres et la spéculation immobilière dans les villes ont entraîné l'augmentation de zones urbaines autoconstruites (*villas miseria*). Par exemple, dans la seule ville de Buenos Aires, entre 2003 et 2013, la population résidant dans ces bidonvilles a augmenté de 50 %. Cette population, cible des « politiques de sécurité » des gouvernements nationaux et municipaux, est également le siège de nouveaux mouvements socioterritoriaux, qui se mobilisent constamment pour revendiquer terres et logements. Il est également intéressant d'observer ce qui s'est passé par rapport à la précarisation : malgré la reprise des conventions collectives par le kirchnérisme et la création d'emplois supposant un retour du mouvement syndical au centre de la scène, le taux d'emploi informel demeure élevé (autour de 30 %). Des conflits comme celui qui a abouti à la mort d'un militant d'extrême-gauche, Mariano Ferreyra, assassiné dans le cadre d'une protestation contre la précarisation au travail, en 2010, montrèrent le coût le plus sombre de l'expansion des nouvelles formes d'inégalités à l'intérieur

95

<sup>16</sup> Les subventions au pétrole furent développées par le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner, au moyen des résolutions 14/2015 et 33/2015 « où une compensation économique est mise à disposition de toutes les compagnies qui extraient ou exportent du brut en Argentine ; comme YPF, Chevron, Pan American Energy, pour leur garantir un prix interne de quelque 75 dollars par baril, quand le marché externe plafonne aujourd'hui à 34 dollars ». < <http://stripteasedelpoder.com/2015/12/macri-prorrogaria-los-millonarios-subsidios-a-las-petroleras-torgados-por-el-kirchnerismo/>>.

des secteurs travailleurs urbains (en sous-traitance notamment). En outre, en février 2012, le grave accident de train survenu à la populaire station d'Once, dans la ville de Buenos Aires<sup>17</sup>, qui a coûté la vie à 51 personnes, mit en évidence que la précarité n'était pas un thème du passé néolibéral et que les subventions par millions que l'État transférait aux entrepreneurs du secteur ne faisaient rien de plus que développer la corruption dans laquelle était englués les amis et les associés du pouvoir, avec un total mépris pour la vie des usagers.

Enfin, il faut signaler la dissociation entre les agendas de défense des droits de l'homme abordant la thématique du terrorisme d'État et les jugements des militaires et l'agenda de défense des droits de l'homme lié à l'impact du néoextractivisme dans les différents territoires (expansion de l'agrobusiness, mégamines à ciel ouvert, expansion de la frontière relative aux hydrocarbures, mégaprojets touristiques et résidentiels, mégabarrages...). Il est certain que ce hiatus entre les deux agendas fut favorisé par la déconnexion existant entre les luttes syndicales et les luttes contre l'extractivisme. Mais d'une manière générale, la relation directe entre néo-extractivisme, politique de concentration de la terre et détérioration des droits fut un des angles morts du gouvernement kirchnériste et, surtout, des organisations de défense des droits de l'homme liées au gouvernement<sup>18</sup>. Dans ce cadre, il n'est pas fortuit que les secteurs intellectuels kirchnéristes et la nouvelle jeunesse politique militante tendent à maintenir un discours « hermétique » face au caractère nodal de ces problématiques, niant la responsabilité gouvernementale par rapport à la logique de la dépossession qui caractérisait les politiques déterminées de l'État, et soulignaient, en contraste, le poids déterminant des politiques sociales et la

96

<sup>17</sup> La région de Buenos Aires est divisée entre la ville de Buenos Aires et les alentours, nommée province de Buenos Aires.

<sup>18</sup> L'exception de ce divorce entre les agendas de défense des droits de l'homme est le rôle toujours rassembleur du Service de paix et de justice, coordonné par le Prix Nobel de la paix, Adolfo Perez Esquivel, et de Nora Cortiñas, appartenant à un des courants de l'Association des mères de la place de Mai. En outre, il faut ajouter que, dans les dernières années, il y eut une tendance à la sous-traitance de la répression, à travers l'utilisation de hooligans, de syndicats, de gardes blanches, de mercenaires embauchés spécialement par les propriétaires terriens ou les cultivateurs de soja (dans le cas de différentes provinces, comme dans le Chaco, à Formosa et Santiago del Estero).

revitalisation d'institutions salariales, comme la convention collective, par exemple.

Cependant, l'affaiblissement du kirchnérisme n'est pas venu par des conflits liés à l'extractivisme, mais par la détérioration des indicateurs économiques et l'absence d'une reconnaissance réelle de ceux-ci. En 2007, l'intervention gouvernementale dans l'organisme national de statistiques (INDEC) laisse le pays sans chiffres fiables sur l'inflation et les niveaux de pauvreté. Le gouvernement a commencé à cacher l'inflation et méconnaître l'augmentation de la pauvreté, alors que les organismes indépendants signalaient que l'inflation aurait commencé à croître à partir de 2008, atteignant 38 % en 2014-2015 ; tandis que la pauvreté, de son côté, augmenta jusqu'à 29 % à la fin du mandat de Cristina Fernández de Kirchner (Observatoire sociale de l'université catholique argentine). Ainsi, la crise internationale suivie de la chute du prix des *commodities* et la difficulté pour obtenir des prêts sur le marché financier international après le défaut annoncé en 2002 compliquèrent encore davantage l'économie du pays. Un des signes les plus évidents fut la diminution de la croissance de l'emploi privé, remplacé par l'augmentation de l'emploi public. En 2014, avec l'idée de chercher de nouveaux crédits, le gouvernement a soldé sa dette avec le Club de Paris, ce qui a impliqué un remboursement de 9,7 milliards de dollars à payer en cinq ans, entre la dette et les intérêts (auquel il faut ajouter plus de 4,735 milliards de dollars entre les dommages-intérêts et intérêts). C'était une dette active qui provenait des années 1980, 1990 et du début des années 2000. Cependant, l'accès aux crédits fut fermé au moment du litige avec les *hold-outs*, qui ont laissé le pays en une virtuelle cessation de paiement.

En somme, la détérioration des indices macro-économiques fut accompagné, de mesures qui accentuèrent les déséquilibres (financiers, fiscaux), alors que la précarisation, la haute inflation, les conséquences du piège du change, la dévaluation de 2013, la crise déclenchée par la dette aux mains des *hold-outs* et la politique fiscale régressive... s'approfondissent. Cependant, sur le plan politique, le discours officiel autour du kirchnérisme soutient que le gouvernement, comme « modèle d'inclusion sociale », ne réaliserait pas « l'ajustement » que le système paraît réclamer.

Durant les dernières années, après avoir réussi la désactivation de divers organismes de contrôle de l'État et obtenu une large majorité parlementaire, le kirchnérisme a avancé sur le pouvoir

## De la dette aux fonds vautours

Durant les années 1990, l'endettement a augmenté de 9 milliards de dollars par an. Ainsi, fin 2001, la dette externe argentine était de 144 milliards de dollars. La crise de 2001 avait, parmi ses origines, le fait que le gouvernement national ne pouvait pas payer les intérêts de la dette. En 2002, le gouvernement a déclaré la cessation de paiements et le pays est entré en défaut. Cependant, en 2005, l'Argentine a proposé une première négociation sur la dette et réussit une adhésion de 76 % sur la restructuration de celle-ci. En janvier 2006, le pays a utilisé un tiers de ses réserves pour solder toute sa dette avec le Fonds monétaire international (FMI). En 2010, le pays a annoncé une deuxième négociation sur la dette, pour une valeur de 20 milliards de dollars, avec les créanciers qui n'avaient pas accepté les conditions de 2005. À cette occasion, le pays a obtenu une adhésion de 66 %. Avec les négociations de 2005 et 2010, l'Argentine a atteint un niveau d'adhésion totale de 92,4 % avec une ristourne de 65 % de la dette originale. Les 7 % restants se composaient à 85 % de fonds vautours et de particuliers sans résidence aux États-Unis et seulement 8,3 % avaient un domicile dans ce pays. En novembre 2012, un premier jugement de la Cour fédérale nord-américaine a été émis en faveur des fonds vautours. Le juge fédéral états-unien Thomas Griesa a rendu une sentence favorable aux créanciers qui avaient refusé les offres de l'Argentine et exigeaient 1,33 milliards de dollars avec les intérêts. La présidente argentine n'accepta pas la décision de la Cour de New York et avertit qu'une telle sentence laissait l'Argentine au bord d'une nouvelle cessation de paiements. À partir de là, un long et turbulent litige commence, qui ne se referme pas durant le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner, mais durant les premiers mois du gouvernement de Mauricio Macri, qui acceptera les conditions imposées par le juge Griesa pour solder la dette avec les *hold-outs*. En mars 2016, l'accord a été validé et atteint 75 % du montant demandé. L'argent, quelque 11,684 milliards de dollars, provient d'une nouvelle restructuration de la dette argentine, avec des termes à 5, 10 et 30 ans et un taux d'intérêt annuel entre 7 et 7,5 %, lequel accroît la dette externe du pays.



judiciaire. Les dénonciations de corruption qui compromettaient différents fonctionnaires n'ont pas prospéré (même si elles ont mené à l'accusation du vice-président, Amado Boudou, et à la condamnation du ministre des Transports pour l'accident ferroviaire de 2012, à la station Once, déjà cité, fin décembre 2015), pas plus que les dénonciations d'enrichissement illicite d'autres fonctionnaires (souvenons-nous que la propre fortune du couple présidentiel s'est multiplié de près de 1 000 % entre 2002 et 2015<sup>19</sup>).

Le régime s'achève dans le cadre d'une forte concentration du pouvoir politique dans l'exécutif, avec une présidente ne pouvant pas se succéder à elle-même mais qui cherche cependant à contrôler jusqu'aux moindres détails de la campagne électorale de son successeur (Daniel Scioli, alors gouverneur de la province de Buenos Aires), désignant partout les candidats, préférant comme têtes de liste les membres du groupe loyal La C mpora au lieu de dirigeants p ronistes ayant une longue trajectoire. Dans cette lutte, le kirchnérisme cherche à affaiblir toute option de centre-gauche ou de direction populiste alternative, se positionnant comme opposant et rival privilégié de Mauricio Macri, fondateur du PRO (Proposition républicaine), un parti de droite n  en 2005<sup>20</sup>.

En somme, le kirchnérisme, après douze années de gestion, obtint le quasi-monopole de l'espace du centre-gauche, même si en termes idéologiques il a évolué vers un modèle de domination plus traditionnel, un populisme exacerbé assis sur la concentration du pouvoir, la confusion du public et du privé, l'intolérance envers les dissidences et l'*hyper-leadership* de Cristina Fernández de Kirchner. Celle-ci s'est opérée dans un contexte de crise et à la fois d'occultation et de négation de la crise, c'est-à-dire de non-reconnaissance de la part du gouvernement de la stagnation et de la crise économique, de l'augmentation de la pauvreté et de l'inflation, de la forte pression fiscale sur des secteurs des travailleurs et des classes moyennes... Ce scénario de « fin de cycle » contribua à la droitisation de l'offre

---

<sup>19</sup> Bureau anticorruption, données citées par le journal *La Naci n* : < <http://www.lanacion.com.ar/1852228-el-crecimiento-de-la-fortuna-de-los-kirchner-de-7-a-100-millones> >.

<sup>20</sup> Il importe de souligner que Macri est arrivé à la mairie de la ville de Buenos Aires en 2007, favorisé par la division du péronisme, qui présenta deux listes de candidats. Une d'entre elles était appuyée au gouvernement qui avait retiré son soutien à celui qui était alors chef du gouvernement de la ville, Jorge Telerman, de trajectoire péroniste, qui dirigeait la seconde liste. En 2011, Macri fut r electu maire avec 47 % des voix.

électorale, visible dans le ballottage en novembre 2015, où la société argentine eut à choisir entre Daniel Scioli, représentant de la droite péroniste conservatrice et Mauricio Macri, représentant de la droite patronale. La défaite du péronisme au niveau national et dans les principales provinces (dont la province de Buenos Aires) rendit évidentes les erreurs grossières commises par l'ex-officialisme, dans la recherche aveugle de sa perpétuation<sup>21</sup>, comme la demande d'alternance politique provenant de vastes secteurs de la société argentine.

## Fin de cycle et tournant à droite

L'alternance inattendue vint de l'entrepreneur et deux fois maire de la ville de Buenos Aires, Mauricio Macri, qui forma une alliance entre son parti (PRO) et le traditionnel parti radical (Union civique radicale). Durant ses premiers mois de gestion, Macri a montré des ruptures mais aussi des continuités par rapport au gouvernement sortant. Je vais énumérer seulement quelques caractéristiques. Pour commencer, en termes de ruptures, il faut signaler celles de type idéologique : à partir du 10 décembre 2015, l'Argentine a arrêté d'être gouvernée par un régime identifié à un populisme de haute intensité pour être gouvernée par une droite libre-échangiste, de type patronal ; basée sur le modèle de la « communauté d'affaires », qui ne dédaigne pas le travail territorial et comprend la politique comme gestion et marketing.

Cette rupture idéologique ne signifie cependant pas un retour linéaire au néolibéralisme des années 1990, mais l'augmentation accélérée de la pauvreté et l'acceptation d'un scénario plus inégalitaire dans le social devient l'un des signes distinctifs du nouveau gouvernement. Il est indubitable que le gouvernement antérieur a laissé comme héritage des problèmes profonds déjà signalés, mais les voies choisies par le nouveau président s'inscrivent dans le cadre d'un ajustement traditionnel (un de plus dans la série dont la société argentine a historiquement souffert), lequel frappe durement les

---

<sup>21</sup> Ces erreurs rappellent l'autre grande et inattendue défaite électorale du péronisme, en 1983, quand Raul Alfonsín, provenant de l'UCR, gagna la présidence. Comme dans le passé, cela a généré une crise à l'intérieur du Parti justicialiste. Chaque fois que celui-ci perd les élections, la situation génère d'importantes secousses et recompositions à l'intérieur du parti, lequel ouvre un jeu pluriel, qui se ferme avec la confirmation d'une nouvelle direction.

secteurs les plus vulnérables, augmentant la pauvreté et réactivant le spectre du chômage et de la récession.

Une preuve de cela fut la manière dont a été réalisé l'ajustement des prix des services dont l'intérêt primordial du gouvernement a été celui de garantir rapidement les profits des entreprises, laissant au deuxième plan l'impact négatif sur le bien-être de la population et le coût pour les petites entreprises, principales pourvoyeuses d'emploi dans le pays. La conception de la gestion publique avec les grandes corporations privées est devenue évidente dans la vague de revendications et l'annonce quotidienne d'exceptions aux ajustements<sup>22</sup>. Un rapport de l'Observatoire social de l'UCA rend compte que les premiers mois de gouvernement ont généré un million et demi de pauvres supplémentaires, conséquence des politiques mises en œuvre. En ajoutant les 17 millions de pauvres, cela représente 34,5 % de la population<sup>23</sup>. Cette donnée illustre l'aggravation de la situation de détresse qui affecte une portion importante de la société, qui dans le même temps représente une menace pour les autres Argentins qui ont perdu leur emploi, ou peuvent le perdre dans les prochains mois.

D'autre part, il existe une claire continuité par rapport à l'extractivisme : les mégamines, le *fracking*, l'accaparement des terres et l'agrobusiness. Le gouvernement de Macri a avancé sur plusieurs fronts, sans un discours honteux sur l'extractivisme, c'est-à-dire, sans faux progressisme. Il a éliminé les restrictions à l'établissement de mines et diminué celles concernant le soja. Il a également transféré le secrétariat à la Mine au nouveau ministère de l'Énergie et des Mines, en charge de l'ex-PDG de Shell. Il a aussi créé un ministère de l'Environnement, où a été nommé quelqu'un qui confesse ne rien connaître sur la question, et a renforcé l'Organisation fédérale des États miniers (OFEMI), créée par le kirchnérisme en 2012. Ainsi, il a maintenu également la subvention aux entreprises pétrolières et malgré le jugement, il refuse de publier la convention avec YPF et Chevron. Dans le même temps, il a commencé à parler

---

<sup>22</sup> Nous reprenons les analyses réalisées depuis le collectif Plataforma 2012. Pour un diagnostic socio-économique détaillé des six premiers mois de gouvernement, consulter : < <http://www.plataforma2012.org.ar/index.php/documentos/documentos/168-documento-a-seis-meses-del-nuevo-gobierno> >.

<sup>23</sup> < <http://www.uca.edu.ar/uca/common/grupo68/files/2016-Obs-Informe-n1-Pobreza-Desigualdad-Ingresos-Argentina-Urbana.pdf> >.

d'« attention à l'environnement » et de « participation citoyenne », même si en réalité, la rhétorique d'attention à l'environnement est une formule vide, plus liée à une culture du marketing qu'à une proposition de discussion intégrale sur les conséquences socio-environnementales, culturelles et politiques, des actuels modèles de développement. En réalité, le nouvel officialisme a une idée très faible de la soutenabilité qui, à la limite, pourrait se traduire en quelques contrôles, économiques et environnementaux, là où le kirchnérisme n'en a réalisé aucun. Enfin, le scénario proposé par Macri suppose plus d'extractivisme, avec lequel l'Argentine devra probablement affronter de nouvelles situations de répression et d'affaiblissement de la démocratie.

Il faut ajouter à cela que, contrairement à ce qui était attendu, il n'y a pas eu de dépoliarisation du champ politique. En réalité, le gouvernement de Mauricio Macri a exacerbé cette brèche, à travers un politique de revanche, ce qui est évident dans les cas des licenciements massifs dans les secteurs relevant de l'État ainsi qu'à travers le démantèlement des différents programmes sociaux et d'inclusion culturelle. Loin de l'autocritique, malgré des cas de corruption prouvés, qui compromettrait des anciens hauts fonctionnaires, les réactions du kirchnérisme vont aussi dans un sens d'approfondissement de la brèche.

Pour conclure, en très peu de temps, le macrisme a réussi à raviver un des traumatismes sociaux les plus douloureux qui traversent la société argentine, surtout depuis les années 1990, une crainte que certains appellent un « recul social », que nous proposons d'appeler « la nouvelle intempérie ». D'autre part, le nouveau cycle politique montre une société visiblement endommagée, qui sera difficilement réparée dans le cadre de l'alternance prévue, encore moins dans un scénario qui approfondit les inégalités. Non seulement parce que, dans ce jeu pervers que l'officialisme et l'opposition ont joué pendant des années, les pires sentiments de la société et de la classe politique argentine ont été ravivés, mais aussi parce qu'en plus, le kirchnérisme laisse comme héritage une blessure politique et culturelle qui bénéficie aux droites en vogue, au détriment des centres-gauches aujourd'hui en faillite ou divisés, qui, tôt ou tard, auront à assumer le défi de se réinventer.

*Traduit de l'espagnol par Thomas Posado*

## LE KIRCHNÉRISME : POPULISME ET PÉRONISME

### **Résumé:**

Le gouvernement de Néstor Kirchner (2003-2007) et les deux mandats de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2011, 2011-2015) marquent sans doute une inflexion dans l'histoire argentine récente. Nous défendons que la transformation populiste du kirchnérisme a été graduelle. Ainsi, dès ses débuts, le gouvernement kirchnériste a cherché à se définir et à s'identifier dans le progressisme latino-américain émergent. Sa consolidation comme populisme de haute intensité s'est déroulée dans le cadre du conflit entre le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner et le patronat agricole en 2008. La fin du cycle, durant le troisième gouvernement kirchnériste (2011-2015) représente non seulement le retour d'une forme de populisme, dans une version personnaliste extrême, mais coïncide également avec le retour à une phase économique de crise (inflation élevée, augmentation de la pauvreté, crise sur le front extérieur), non reconnue par le gouvernement. Le scénario de crise économique et de concentration du pouvoir ouvre la possibilité d'une alternance politique, concrétisée par la victoire électorale de l'entrepreneur et homme politique Mauricio Macri.